

[Handwritten mark]

DECLARATION DES FAITIÈRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINEENNE ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES

**« L'ENLÈVEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE EST UNE MENACE SÉRIEUSE
CONTRE LA PAIX SOCIALE ET LE PROCESSUS DE TRANSITION EN GUINÉE. NOUS AVONS
TOUS L'OBLIGATION MORALE DE SE TENIR COMME UN SEUL HOMME POUR
SAUVEGARDER LA RÉPUBLIQUE ».**

Nous, Fautières de la société civile Guinéenne, Coalitions de Femmes, de jeunes et Organisations syndicales, sommes préoccupées par les prises de positions radicales qui caractérisent les récents développements de la situation sociopolitique de notre pays.

Considérant nos multiples appels à la mise en place d'un processus inclusif de retour à l'ordre constitutionnel ;

Conscients des bilans macabres des crises sociopolitiques de ces deux dernières décennies (janvier-février 2007, les événements du 28 septembre 2009, les crises pré et post électorales de 2010, 2013 et 2015 et celle liée au changement constitutionnel de 2020) ;

[Handwritten mark] Tenant compte de l'adoption de la Charte de la Transition, de la mise en place de l'organe législatif de la transition (CNT), de l'organisation des assises nationales de pardon et de réconciliation nationale ainsi que de la mise en place d'un cadre de dialogue inter-guinéen, permanent et inclusif avec la mise en place d'un Comité national permanent du suivi de la mise en œuvre des résolutions dudit cadre à travers le Décret du Président de la Transition ;

Considérant les discours récurrents du Président de la Transition, de ne pas confisquer le pouvoir ;

Considérant les efforts du Premier Ministre, Chef du Gouvernement accompagné des trois (3) facilitatrices, qui s'est rendu aux sièges des partis politiques et des organisations de la société civile dans le cadre de leur participation au cadre de dialogue inclusif inter-guinéen ;

[Handwritten mark] Considérant l'accord paraphé entre la CEDEAO, le CNRD et le Gouvernement guinéen en date du 21 octobre 2022, relatif au chronogramme de 24 mois comme durée de la transition, de même

[Handwritten signature]
CNASCO

[Handwritten signature]
PCUD

[Handwritten signature]
CONASIS

[Handwritten signature]
CONASOC

[Handwritten signature]
CONAG-DCP

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]
COSATR

[Handwritten signature]
DJS-GM

[Handwritten signature]

que la mise en place du Comité de pilotage du suivi dudit chronogramme ;

Vu la fin de non-recevoir d'une frange du paysage sociopolitique à la main tendue des actuelles autorités du pays.

Au regard de ce qui précède, nous, **Faitières de la Société Civile Guinéenne, Coalition de Femmes, de Jeunes et Organisations Syndicales** en déduisons :

Après l'échec des deux dernières transitions, il est normal que la conduite de la présente transition requiert les analyses, la vigilance et l'engagement de toutes les institutions et les forces sociopolitiques ainsi que l'ensemble des citoyens de notre pays. Cependant, cet exercice doit mettre tous les acteurs face à leur rôle et responsabilité de sauvegarder la quiétude sociale et de s'inscrire dans le processus de dialogue sans les préjugés et cela quelles que soient les circonstances et les préoccupations personnelles.

Relevons que toutes les démarches et les conditions, idoines de participation de tous les acteurs sociopolitiques sans exception, ont été réunies pour la conduite d'une transition inclusive avec en toile de fond le retour à l'ordre constitutionnel.

Cependant, nous regrettons que le vocable, le discours politique et la façon de revendiquer n'ont toujours pas changé malgré les pertes en vies humaines et de dégâts matériels innombrables, et nous sommes navrés que la plupart des victimes de ces marches politiques soient malheureusement des enfants. A ce propos, nous en appelons aux organisations de promotion et de défense des droits des enfants.

Rappelons à cet effet qu'aucune justice ne peut rétablir une vie humaine quel que soit le droit dit, et cette façon de revendiquer ne fera qu'empirer la situation et compromettre le déroulement du chronogramme en cours, qui peut avoir pour conséquence directe le retard du retour à l'ordre constitutionnel.

Déplorons le refus délibéré d'une frange de l'espace sociopolitique aux offres de dialogue, et qui s'arrogé le droit de parler au nom des Forces Vives de la nation sans les **Faitières de la société civile et Organisations Syndicales** d'où l'utilisation galvaudée du concept Force Vive. Nous rappelons que le concept Force Vive a

FNPS
ED

SMA

2

CONASIG

Signature

Signature

été créé au sein du mouvement social guinéen qui n'est pas partie prenante au mot d'ordre de marche et de toute autre initiative qui va à l'encontre de l'intérêt général.

C'est pourquoi, soucieuses du maintien de la paix, de la cohésion sociale en Guinée, nous en appelons :

❖ **Au CNRD et au Gouvernement de :**

- Poursuivre leur politique de main tendue à l'ensemble des acteurs sociaux et politiques du pays ;
- Intégrer le Mouvement Syndical guinéen au cadre de dialogue inter-guinéen, inclusif et permanent ;
- Diligenter la tenue du procès de tous les acteurs sociopolitiques ;
- Prendre toutes les dispositions idoines pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- Continuer le dialogue avec les institutions sous régionales, régionales et internationales ;
- Elargir le Comité de pilotage du suivi du chronogramme de la transition à la Société Civile, aux Organisations Syndicales et aux Partis politiques ;
- Veiller au respect scrupuleux du Statut des partis politiques.

❖ **Au CNT de :**

- Veiller à la mise en œuvre des activités planifiées dans le chronogramme de la transition et des résolutions du cadre de dialogue inter-guinéen, inclusif et permanent ;
- Veiller à l'inclusivité du processus d'élaboration de la nouvelle Constitution.
- **Aux Organisations Régionales, Sous-régionales et Internationales de :**
 - Privilégier le dialogue avec les autorités Guinéennes ;
 - Soutenir et appuyer le chronogramme de la transition.

❖ **Aux Partis politiques de :**

- Rejoindre le cadre de dialogue inter-guinéen, inclusif et permanent ;
- Observer une trêve générale de manifestation sociopolitique sur les voies publiques durant les 24 mois de la transition, conformément à la résolution 26 du cadre de dialogue inter-guinéen, inclusif et permanent.

❖ **Aux organisations sociales de :**

- Privilégier la paix et la cohésion sociale ;

PROS

CSX

SIA

3

Hy CONASTG

J

- Démultiplier des actions d'informations et de sensibilisations ;
- Observer les principes d'indépendance et d'impartialité dans les déclarations et prises de position.
- ❖ **Aux sages des Coordinations Régionales de :**
 - Entreprendre des actions de sensibilisation sur l'Unité nationale et la Citoyenneté.
- ❖ **Aux chefs religieux de :**
 - Prêcher et délivrer les messages de cohésion sociale ;
 - Ne pas arborer des attitudes partisans et régionalistes.
- ❖ **Aux parents de :**
 - Assurer le maintien des enfants à la maison pendant les marches politiques ;
 - Veiller à l'éducation civique et religieuse de leurs enfants.
- ❖ **Aux citoyens de :**
 - Refuser toute instrumentalisation et manipulation à des fins politiques.

Nous, Fautières, Organisations de la Société Civile, Coalition des Femmes, de Jeunes et Organisations Syndicales, exhortons les partis politiques et les organisations sociales à privilégier l'intérêt général au détriment des intérêts catégoriels et de ceux des officines.

En définitive, nous retenons que la réussite de cette transition passera par le dialogue. Nous sommes assez avertis et conscients que la radicalisation et les discours tendancieux ont toujours endeuillé notre pays. Nous avons donc tous la responsabilité morale et le devoir impérieux de se tenir comme un seul Homme pour sauvegarder la République, car notre pays a été longtemps fragilisé par les mêmes conflits d'égo, d'intérêt et de positionnement.

**Vive la République pour que vive la Guinée !
Vive la Paix !**

Fait à Conakry, le 1^{er} Mars 2023

7/10/23

Mouvement Citoyen Avant tout

COBATREC
[Signature]

[Signature]
UDTG

COUASSIG
[Signature]